

Rapport d'activité

2023 - 2024



UNiLet
Interprofession
des légumes
en conserve
& surgelés



**LES LÉGUMIERS
DE DEMAIN**

La démarche de progrès durable de la filière
des légumes en conserve et surgelés

SOMMAIRE

Édito	ρ 3
Temps forts	ρ 4
Chiffres clés	ρ 6
Fonctionnement	ρ 8
L'équipe	ρ 10

Unilet en action

Les Légumiers de demain	ρ 14
Devenir résilient face au changement climatique	ρ 16
Préserver les moyens de production et l'attractivité de la filière	ρ 18
Accompagner la transition agroécologique	ρ 20
Produire des légumes répondant aux attentes des consommateurs.....	ρ 22
Soutenir la filière et renforcer le dialogue avec les pouvoirs publics	ρ 24
Expliquer et promouvoir la filière du champ à l'assiette.....	ρ 26
Améliorer la connaissance des marchés et des consommateurs.....	ρ 28
Les partenaires	ρ 30





Cyrille Auguste
Président d'UNILET



Tout comme les athlètes olympiques, notre filière doit faire preuve de dépassement pour relever des défis

Légumiers : Citius, Altius, Fortius – communiter ! *

Depuis 2021, le Comité International Olympique a approuvé un changement apporté à la devise olympique qui reconnaît le pouvoir unificateur du sport et l'importance de la solidarité.

La nouvelle devise olympique latine est donc désormais "Citius, Altius, Fortius – Communiter" "Plus vite, plus haut, plus fort – ensemble".

Il en va de même à Unilet depuis le lancement de notre démarche *les Légumiers de demain* en 2022 : notre objectif était de valoriser notre filière, de mettre en lumière nos engagements pour répondre aux attentes sociétales et les qualités de nos produits. Mais, ce socle, nous l'avons construit ensemble, entre professionnels légumiers, producteurs et industriels. Cela illustre notre cohésion et notre détermination à nous surpasser, au service de la performance collective de notre filière.

Tout comme les athlètes olympiques, notre filière doit en effet faire preuve de dépassement pour relever des défis nombreux et complexes. Notre fragilité face à ces enjeux exige une prise de conscience : nous ne pouvons pas les surmonter seuls. Heureusement, les citoyens, les politiques et les pouvoirs publics partagent notre préoccupation pour l'avenir de nos productions et notre ambition à maintenir et re-développer nos activités.

Nos produits possèdent de nombreux atouts : sains, équilibrés, économiques, pratiques, antigaspi, respectueux des cycles naturels des saisons et produits dans des systèmes de culture diversifiés. La consommation de nos légumes est essentielle pour une alimentation saine, variée et décarbonée.

Nos valeurs et nos atouts sont solides, tout comme notre engagement à instaurer une dynamique collective vertueuse et transparente. Nous représentons un tiers des surfaces de légumes en France et une portion de légume sur quatre consommée provient de nos cultures. À travers *les Légumiers de demain*, nous avons pris 10 engagements majeurs en matière d'agroécologie, d'attractivité, de souveraineté alimentaire, d'origine France, d'excellence nutritionnelle et de décarbonation.

Ces engagements sont essentiels pour la pérennité et le développement de nos activités. La transparence est cruciale pour gagner la confiance de notre environnement et encourager l'engagement des acteurs à nos côtés. Grâce à cette approche, notre filière est désormais intégrée dans des politiques publiques majeures comme le Plan de Souveraineté Fruits et Légumes et le Plan d'Anticipation des Retraits de Substances Actives (PARSADA), pour lequel Unilet est porteur d'un des premiers programmes de recherche lauréats.

Ce succès est le fruit du travail dévoué des équipes d'Unilet, en collaboration avec le Cénaldi, la FIAC-Pact'Alim, ANIFELT et ses organisations membres. Je les remercie pour leur engagement qui a permis de faire entendre nos enjeux auprès des acteurs publics.

Nous devons poursuivre ensemble sur cette voie, avec détermination et résilience. Ensemble, nous porterons une vision partagée pour un avenir durable et viable, créateur de valeur et respectueux des ressources naturelles.

* « Plus vite, plus haut, plus fort ! - ensemble » : la devise des Jeux Olympiques modernes.

TEMPS FORTS



Avril



Mai



Juin



Juillet



Août



Septembre

2023



REPRÉSENTATION

Consultation

sur le projet de loi
« Pour un choc de
compétitivité en faveur
de la ferme France »



REPRÉSENTATION

Évènement

“Journée filière Les légumes au service
de la souveraineté”

DIFFUSION

Visite d'essais

gestion agroécologique de l'enherbement
en épinard et adaptation du pois au
changement climatique

CONCERTATION

Rencontre filière

avec un nouvel acteur
de l'agro-équipement
(désherbage laser)



DIFFUSION

Visite d'essais

désherbage haricot en post
semis pré-levée

CONCERTATION

Nouvelle version du catalogue des usages

SUBVENTION

Recherche

2 projets Unilet lauréats
à FranceAgriMer : puceron/
viroses et fonte des semis



REPRÉSENTATION

1^{er} comité de pilotage stratégique du
plan de souveraineté Fruits et Légumes
sous la présidence de Marc Fesneau

DIFFUSION

Webinaire

Gestion agro-écologique des adventices
toxiques

Visite d'essais

fonte de semis, désherbage
bas-intrants (ultra localisé)

REPRÉSENTATION

Lancement

du Comité inter-filière sur l'anticipation
du retrait des substances actives et
le développement de techniques
alternatives
de protection des cultures (**PARSADA**)



REPRÉSENTATION

Prise de parole commune F&L

sur les enjeux en lien avec
les menaces de retraits de
substances actives

DIFFUSION

Contribution

à l'évaluation des besoins
de la filière en irrigation
dans les Hauts-de-France



COMMUNICATION

Voyage de presse

à la découverte des
Légumiers de demain,
une réalité déjà en
marche

ORGANISATION

Évaluation

de renouvellement
de l'agrément BPE

REPRÉSENTATION

Rencontre

avec Julie Brauer-
Mankor, conseillère
Souveraineté et
transition des filières
végétales au Ministère



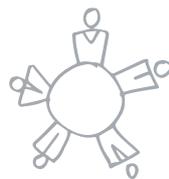
Octobre



Novembre



Décembre



Janvier



Février



Mars

2024



REPRÉSENTATION

Rencontre

avec Mathias Ginet, conseiller agriculture à l'Élysée et Matignon

Évènement

15^{èmes} rencontres du GIS PICLég à Saint-Pol-de-Léon



SUBVENTION

Lancement

Appel à projets Agroéquipements

Recherche

1 projet Unilet lauréat à Ecophyto : gestion des adventices

DIFFUSION

Intervention

au Columa (lutte contre les mauvaises herbes/VEGEPHYL)

CONCERTATION

RSE

finalisation des plans d'action



DIFFUSION

Comités techniques régionaux

ORGANISATION

Séminaire

des salariés Unilet pour comprendre le changement climatique

CONCERTATION

RSE

finalisation des plans d'action

Avenant

à l'accord interprofessionnel de financement



DIFFUSION

Intervention

aux Rencontres Phytosanitaires Légumes (CTIFL/DGAL)

Intervention

à la journée GTN bio du maraîchage

Échanges filière

sur l'actualité réglementaire en Hauts-de-France

CONCERTATION

RSE

cartographie des parties prenantes et adoption de la stratégie de dialogue

REPRÉSENTATION

Contribution

au PARSADA (Taskforce GT / 2 plans d'action, Diagnostic 360)



CONCERTATION

RSE

finalisation des plans d'action

DIFFUSION

Intervention

à la journée Alliées

Intervention

au SIVAL

REPRÉSENTATION

Contribution

au PARSADA : élaboration 2 programmes de recherche majeurs (enjeux enherbement et lépidoptères / partenaires)



GOVERNANCE

Unilet porteur de la cellule d'animation F&L transformés

DIFFUSION

Organisation

21^e réunion régionale sur la protection des cultures légumières (Hauts-de-France)

REPRÉSENTATION

SIA

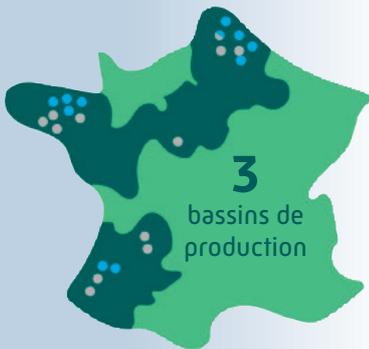
signature d'une lettre d'engagement pour le programme de recherche 1^{er} DECCLIC dans le cadre du PARSADA

CHIFFRES CLÉS

FILIÈRE DES LÉGUMES EN CONSERVE ET SURGELÉS

1/3

des surfaces de légumes cultivées en France



10 000

emplois directs et indirects en zone rurale



4 500 producteurs
Regroupés à 90 % au sein des **16 organisations de producteurs**



5 500 collaborateurs
Répartis sur **24 sites industriels**

1/4

1 portion de légume sur 4 consommée en France



87%
des achats consommés à domicile



46%
des achats consommés hors domicile

Une culture de diversification



Au moins 3 ateliers de production différents pour près de 90% des exploitations



Des légumes de **plein champ** pour une alimentation équilibrée, locale et accessible à tous



100 %

des volumes agricoles contractualisés avec les industriels



1,3 milliard

de chiffre d'affaires agricole et industriel



93 %

des légumes pour la transformation sont d'origine française

Des légumes de saison transformés juste après la récolte



Une récolte à parfaite maturité tout en tenant compte des capacités des usines



Une dimension économique européenne : la France un acteur majeur



Producteur
de haricots et de pois



Fabricant
de légumes en conserve



Fabricant
de légumes surgelés

3/4

des imports et exports de
la France au sein de l'UE

Sources : Eurostat 2018 / Prodcom Eurostat 2019 / TradeDataMonitor 2022



FONCTIONNEMENT

Organisation

UNILET est l'interprofession française des légumes transformés, membre de l'ANIFELT en tant que section spécialisée.

Elle regroupe les organisations professionnelles nationales de la production et de la première transformation du secteur français des légumes en conserve et surgelés.

Ses membres sont répartis en 2 collèges.

16 ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS



COLLÈGE PRODUCTION

10 ENTREPRISES DE TRANSFORMATION



COLLÈGE TRANSFORMATION



INTERPROFESSION

Gouvernance

L'interprofession est gérée par un Conseil d'Administration composé des représentants désignés par chaque collège. Basée sur la parité entre les collèges, l'ensemble des décisions sont prises à l'unanimité.

Conseil d'administration élu le 20 septembre 2023

Conseil d'administration
élu le 20 septembre 2023



Jean-Claude ORHAN
Vice-Président



Cyrille AUGUSTE
Président



Christophe BASILE
Vice-Président

COLLÈGE PRODUCTION

TRÉSORIER Éric LEGRAS

SECRÉTAIRE Emmanuel CORPEL

SECRÉTAIRE Matthieu PLOUVIER

Thibault CHARPENTIER

Gilles DELANNOY

Dominique FRECCHIAMI

Franck GUYON

Jérôme LECLERC

Jean-Michel MENUET

Dominique VAESKEN

COLLÈGE TRANSFORMATION

Nicolas FACON TRÉSORIER

Herwig DEJONGHE SECRÉTAIRE

Jean-François BRIÈRE

Nicolas FROMENTIN

Mathias LEVOIR

Patrick LE SOLLIEC

Jean-Michaël LORCY

Jérôme PARAISSO

Frédéric HUYARD

Instances

Assemblée Générale

- Approuve les comptes
- Désigne les membres du CA
- Détermine les orientations générales
- 30 membres
- Réunie le 15 juin 2023

Conseil d'administration

- Détermine les axes stratégiques de l'interprofession
- Débat des accords interprofessionnels
- Élabore le budget
- 20 membres - mandat 3 ans
- Réuni 5 fois en 2023

Bureau

- Initie les réflexions stratégiques
- Pilote les actions de communication
- 8 membres - mandat 1 an
- Réuni 4 fois en 2023

Commissions

TECHNIQUES

- (Copils, Convention, Comités)
- Orientent les actions de recherche et expérimentations
 - 18 membres

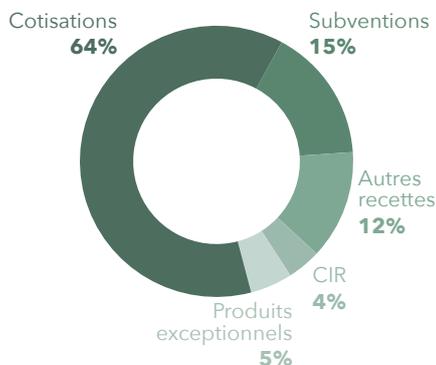
RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE

- (Comex, Groupes experts)
- Co-construisent la démarche
 - 8 membres

Comptes 2023

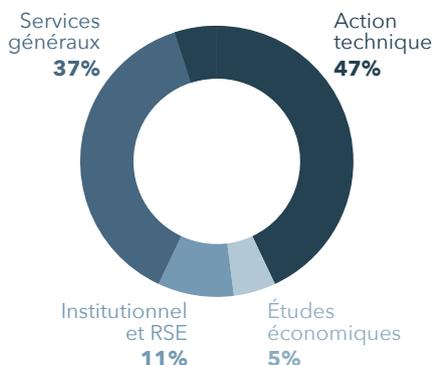
LES RECETTES

Le montant des recettes d'Unilet en 2023 a été de 3 M€, répartis entre :



LES DÉPENSES

Le montant des dépenses d'Unilet en 2023 a été de 3,1 M€, répartis entre :



11



Partenaires financiers

67%

des dépenses consacrées à l'activité de recherche - expérimentation

Financement 2024-2026 : avenant 2025

Les acteurs de la filière confirment leur confiance dans leur outil collectif

L'anticipation du retrait des Substances Actives au niveau européen mobilise aujourd'hui une large part des moyens UNILET afin de développer des alternatives viables et opérationnelles dans les temps. La meilleure connaissance des acteurs de la filière, et des grandes qualités de leurs légumes, sont également au cœur des enjeux prioritaires. Conscients de l'impact financier supporté par la filière, les acteurs ont consenti une réévaluation de cotisation pour 2025. Elle s'accompagne d'une démarche rigoureuse de maîtrise des coûts. Cela pour améliorer l'efficacité de l'investissement collectif et garantir que chaque euro contribué soit utilisé de manière optimale pour renforcer la compétitivité et la durabilité de la filière.

Cécile Le Doaré
Directrice Générale d'Unilet



Cette confiance des professionnels nous honore et nous engage à poursuivre nos actions avec une détermination accrue, afin de répondre aux besoins essentiels de tous

Missions

Un accompagnement au plus près pour relever les principaux enjeux

RECHERCHER

Des solutions agronomiques pour des systèmes de production durables.

ÉCLAIRER

Les acteurs de la filière notamment par la connaissance des marchés et les évolutions de la consommation.

ACCOMPAGNER

Les professionnels dans l'évolution de leurs pratiques.

FACILITER

Le dialogue entre professionnels, avec les pouvoirs publics et les acteurs de la société civile.

VALORISER

La place des légumes pour une alimentation équilibrée, ainsi que les progrès réalisés par les acteurs de la filière.

L'ÉQUIPE

Salariés permanents

Au 1^{er} juillet 2024



Cécile LE DOARÉ
Directrice Générale



Sandrine PEREIRA
Responsable administrative et financière



Anne-Sophie KOUASSI
Directrice Technique



Pauline BOURCIER
Responsable études, RSE et communication



Marie-Laure BOULIC LIOTARD
Assistante administrative et financière



Mickaël LEGRAND
Responsable des programmes techniques innovation et agroécologie



Britania EKANE
Apprentie chargée de mission RSE



Brigitte HOPQUIN
Responsable régionale Hauts-de-France
Observatoires techniques et transfert nouvelles pratiques



Olivier FAVARON
Responsable régional Nouvelle-Aquitaine
Gestion agroécologique des adventices



Françoise BRIAND
Responsable régionale Bretagne



Hélène BAUDET
Cheffe de projet
Changement climatique



Aurélien MILLE
Chargé de mission
Machinisme et équipements numériques



Clémentine TARDE
Cheffe de projet
Pucerons & virusés



Camille HASCOËT
Cheffe de projet
Agriculture biologique, fertilité et vie du sol



Frédéric LE GUENNOU
Responsable d'essais
Animateur BPE



Bérénice DEBRIL
Chargée de mission
Guide de protection



Pauline MATHIEU
Chargée de mission



Laetitia BRIACHE
Responsable d'essais



Claire DUBOIS
Chargée de mission
Fonte des semis



Adrien DAVID
Responsable d'essais



Lucie HECQUET
Responsable d'essais



Jean-Claude PIERRE
Expérimentateur



Renaud BAILLE-BARELLE
Apprenti chef de projet



Pierre LE FLOCH
Responsable d'essais



Magali TRÉGUIER
Responsable d'essais



Angélique LAHER
Assistante administrative

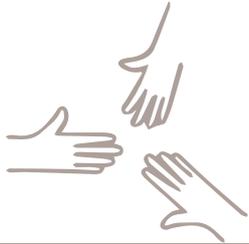


Bénédicte LESUEUR
Documentaliste



Isabelle LE TENNIER
Assistante administrative

✓ recrutement
→ évolution de poste
Italique : domaine de référence



Une équipe dynamique qui se renouvelle

L'équipe en chiffres



41

collaborateurs
= 29 ETP



Répartis sur

4 sites



1/3

de collaborateurs
temporaires



16

recrutements
dont 2 en CDI

Les outils de gestion, quelles contributions ?



Sandrine Pereira

Responsable
administrative et financière

Unilet s'est engagée dans un processus d'harmonisation et de sécurisation sur le plan administratif et financier afin de répondre pleinement aux attentes de la législation et de la filière. Dans cette optique plusieurs outils de gestions ont été mis en place :

- L'utilisation d'un **SIRH (Système Information Ressources Humaines)**, outil très performant et indispensable aujourd'hui pour justifier des temps passés des salariés auprès des financeurs et auprès des équipes pour le pilotage de la programmation technique.
- La gestion d'une **comptabilité analytique** a facilité la collecte et la fiabilisation des données financières. L'analytique permet une meilleure lisibilité d'affectation de nos charges, rattachement des frais de missions, des imputations des investissements pour la justification de nos projets et d'affiner nos projections pluriannuelles.
- L'outil Cleemy Achats pour la **dématérialisation des factures fournisseurs** est un véritable outil de pilotage pour les acteurs de terrain pour le suivi de leurs dépenses. Cet outil a également permis de se mettre en conformité avec la notion de contrôle interne pour la séparation de fonction « engagement d'achat-validation-paiement ».

Le secret du changement consiste à concentrer toute son énergie non pas à combattre l'ancien, mais à construire le nouveau.

(Socrate)

• La création de **tableaux de bord techniques et financiers**, ont permis de répondre aux contrôles des autorités sur le plan externe et apporter une meilleure connaissance financière en interne (accessibilité de la donnée financière).

• La mise en œuvre d'un **processus budgétaire**, à partir de 2023, qui associe plusieurs acteurs à la construction budgétaire, comme les trésoriers et les chefs de projet. Le budget est l'outil indispensable d'aide à la décision pour le pilotage de nos projets.

La combinaison de ces outils de gestion clarifie et amène une meilleure transparence financière. Ces outils ont simplifié les tâches administratives des équipes et amélioré la communication entre elles. Cette vision plus exhaustive a permis de démarrer un premier socle d'optimisation des dépenses et d'amélioration de notre maîtrise des coûts. Déployés dès 2022, ces outils de gestion aident à la planification, à l'organisation, à la coordination et au contrôle des activités d'Unilet, essentiels pour optimiser le pilotage financier de la structure.

Unilet en action



L'ANNÉE EN CHIFFRES



2,1 M€

consacrés à la R&D



130

expérimentations
en plein champ



28

réunions sur le PARSADA
(Plan d'Anticipation du Retrait des
Substances Actives au niveau européen
et du Développement des Alternatives)



120

retombées presse

LES LÉGUMIERS DE DEMAIN

Responsabilité sociétale

Des plans d'action structurés pour tenir nos engagements

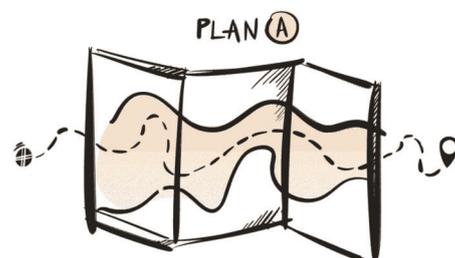
Pour répondre aux défis actuels et aux attentes sociétales, les Légumiers - producteurs, organisations de producteurs et industriels - ont construit ensemble un socle d'engagements pour donner un horizon viable et durable à la filière. Lancée en 2022, la démarche de responsabilité sociétale des Légumiers de demain s'articule autour de 10 engagements répartis en 3 axes :

- Préservation des ressources naturelles
- Pérennité économique et vitalité territoriale
- Consommation saine et responsable

Chacun des 10 engagements pris a été traduit en plans d'action opérationnels, détaillant les étapes et les mesures nécessaires pour tenir ces engagements. Tout comme le travail sur les indicateurs et le dialogue avec les parties prenantes, le plan d'action est un des piliers d'une démarche RSE.

Ces plans d'action sont le fruit d'un travail collectif, avec plus d'une soixantaine de professionnels mobilisés pendant un peu plus d'un an, pour réfléchir et prioriser quelles actions mettre en œuvre concrètement pour faire avancer la filière sur chaque thématique de la démarche.

2023 aura été une année de consolidation de la démarche RSE avec l'élaboration de ces plans d'action. Les Légumiers disposent désormais d'une feuille de route claire pour les prochaines années.



140

Actions identifiées pour atteindre les 10 engagements

Un socle qui évolue et s'adapte pour renforcer nos engagements sur des sujets majeurs



Pour tenir compte des travaux réalisés sur les plans d'action et dans l'objectif de toujours mieux répondre aux enjeux actuels de la filière, les professionnels ont décidé d'ajuster le socle RSE des Légumiers de demain. Ainsi, 2 nouveaux engagements ont été pris :

- Renforcer la souveraineté alimentaire et la valorisation de l'origine France avec pour objectif 50% des achats à domicile labélisés Origine France d'ici 2027
- Agir pour des produits à faible impact carbone et respectueux de l'environnement avec déjà 27 actions identifiées de l'amont à l'aval.

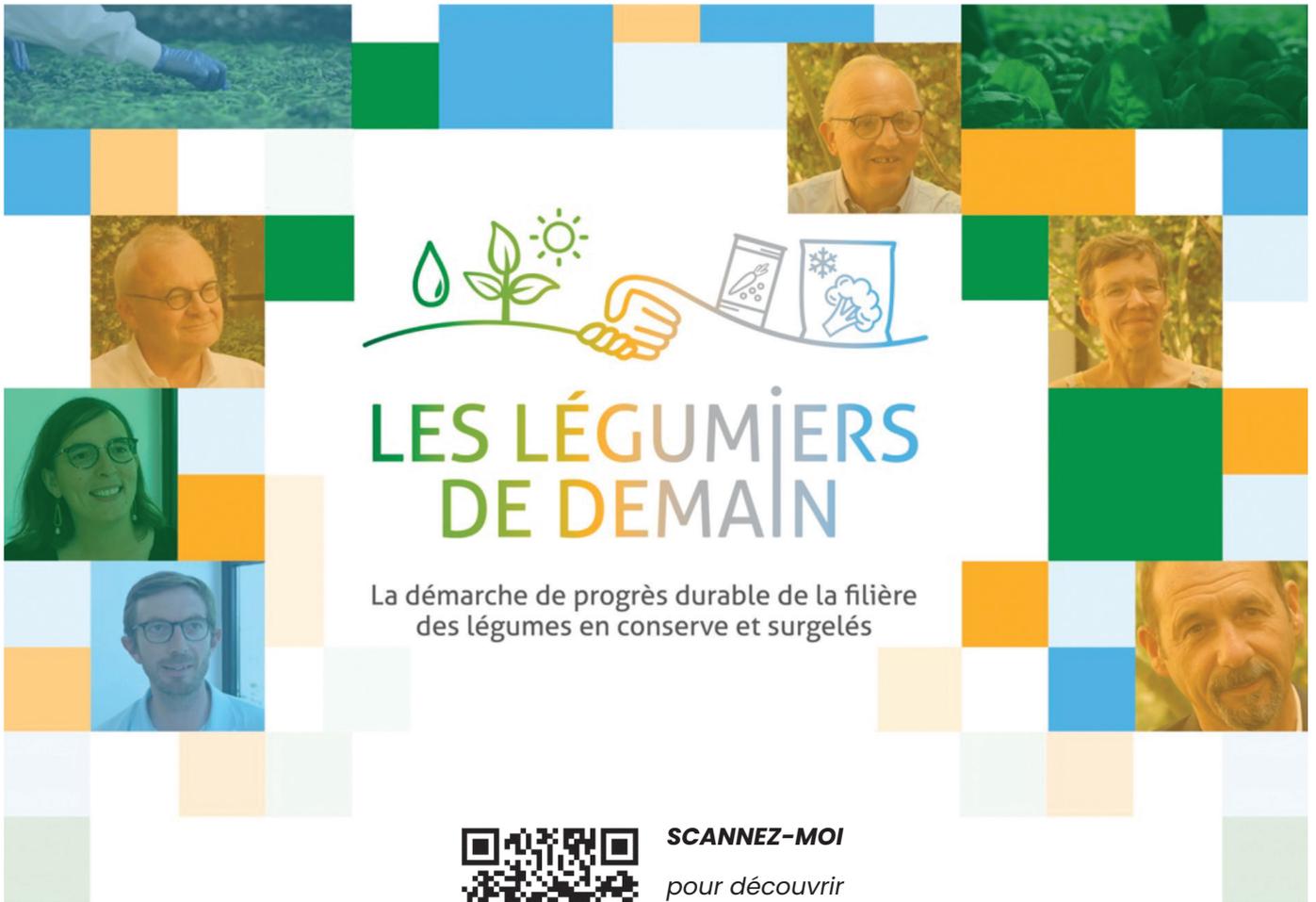
La rénovation du socle a également permis de regrouper sous 1 seul engagement les enjeux « Pérenniser la production » et « Renforcer l'attractivité des métiers », fortement interconnectés dans les faits.

Enfin, l'engagement sur la réduction d'intrants a été reformulé pour se concentrer sur l'enjeu de la réduction des produits phytosanitaires puisque les intrants liés à la fertilisation ont été

déplacés sous l'enjeu lié à la décarbonation. En adoptant ce nouveau socle réaménagé, la filière confirme son ambition de mettre œuvre une dynamique collective responsable, durable et transparente.

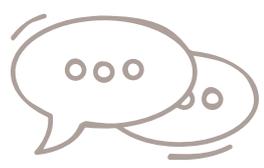
10 ENGAGEMENTS

<p>PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ ET LES ÉCOSYSTÈMES</p>	<p>SOUTENIR UNE UTILISATION DURABLE ET MESURÉE DES PHYTOSANITAIRES</p>	<p>PRÉSERVER LA RESSOURCE EN EAU</p>	<p>S'ADAPTER ET DEVENIR RÉSILIENT FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE</p>
<p>ASSURER UNE JUSTE RÉMUNÉRATION DES ACTEURS DE LA FILIÈRE</p>	<p>PÉRENNISER LA PRODUCTION LÉGUMIÈRE ET RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ DES MÉTIERS</p>	<p>RENFORCER LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE ET LA VALORISATION DE L'ORIGINE FRANCE</p>	
<p>GARANTIR LA SÛRETÉ ET LA TRAÇABILITÉ DE NOS PRODUITS</p>	<p>CONTRIBUER À UNE ALIMENTATION SAINTE ET ÉQUILIBRÉE</p>	<p>AGIR POUR DES PRODUITS À FAIBLE IMPACT CARBONE ET RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT</p>	



Dialogue parties prenantes

Mieux comprendre l'environnement dans lequel la filière évolue



Une démarche RSE repose sur les engagements et indicateurs d'une part et sur le dialogue avec les parties prenantes d'autre part. Une partie prenante désigne tout acteur (individu, organisation, groupe) concerné par un projet, une décision ou action, c'est-à-dire dont les intérêts sont affectés d'une façon ou d'une autre par sa mise en place.

La notion de partie prenante est donc centrale dans les questions de développement durable et de RSE et doit être pensée à la fois de manière distincte mais également de concert pour venir nourrir le travail sur les engagements.

Dans le cadre de la démarche de filière « Les Légumiers de demain » Unilet a réalisé en 2023 la cartographie des parties prenantes de la filière et identifié avec le COMEX RSE les dialogues prioritaires pour la filière. Chaque partie prenante a été notée au regard de sa relation et de son importance vis-à-vis de la filière.

Cet exercice a montré que la filière évolue dans un paysage composé d'une multitude d'acteurs, avec près de 170 parties prenantes identifiées. À partir de cette cartographie, une réflexion a permis de cibler les parties prenantes prioritaires pour faire avancer en cohérence la démarche responsable de la filière.

170

C'est le nombre de parties prenantes identifiées lors de la cartographie

DEVENIR RÉSILIENT FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET GÉRER DE FAÇON RESPONSABLE LA RESSOURCE EN EAU

Unilet ...

intensifie ses actions de recherche pour mieux évaluer les conséquences, les leviers d'adaptation et de résilience. Le changement climatique et son impact sur les cultures légumières est au cœur des préoccupations de la filière.

Anticiper



Projection des besoins en eau à horizon 2050

Les cultures légumières d'industrie sont particulièrement sensibles au déficit hydrique. Or, les légumes sont cultivés en pleine saison, du printemps à l'automne, ce qui correspond aux périodes de déficit hydrique. Une majorité d'entre eux sont donc irrigués. Avec le changement climatique et des périodes de déficit hydrique plus longues, le recours à l'irrigation est amené à augmenter. Après une année 2022 exceptionnellement chaude et sèche, le rechargement insuffisant des nappes phréatiques durant l'hiver laissait craindre de nouvelles restrictions d'irrigation pour la campagne 2023, notamment en Hauts-de-France et en région Centre. Le calcul des besoins en eau des légumes d'industrie s'inscrit dans un objectif de gestion anticipée de l'irrigation à l'échelle régionale et départementale. C'est la raison pour laquelle il était important d'estimer les apports par l'irrigation actuellement nécessaires pour combler le déficit pluviométrique, établir un calendrier des besoins mois par mois et simuler leur évolution à horizon 2050.

Ce travail a permis d'estimer un volume potentiel d'irrigation nécessaire pour les légumes d'industrie sur l'ensemble des bassins de production. À l'échelle de la filière, les besoins en eau s'élèvent actuellement à plus de 57 millions de mètres cubes. Les besoins régionaux sont logiquement corrélés à la surface cultivée. Première productrice de légumes d'industrie, la région Nord de la France représente la moitié des besoins nationaux, suivie par le bassin Bretagne et Pays de la Loire (30 %). Les cultures de pois de conserve et de haricots verts étant majoritaires en surface à l'échelle départementale et nationale, elles constituent une part importante des besoins en eau des légumes d'industrie. À horizon 2050, les besoins en eau complémentaires à la pluviométrie vont augmenter dans tous les bassins de production mais cette augmentation sera plus marquée dans le Sud-Ouest de la France (+ 26 %) (cf. carte). Les périodes les plus impactées par le changement climatique seront les mois de mai et de septembre et par conséquent le risque de stress hydrique sera d'autant plus élevé sur ces deux mois.

0,2%

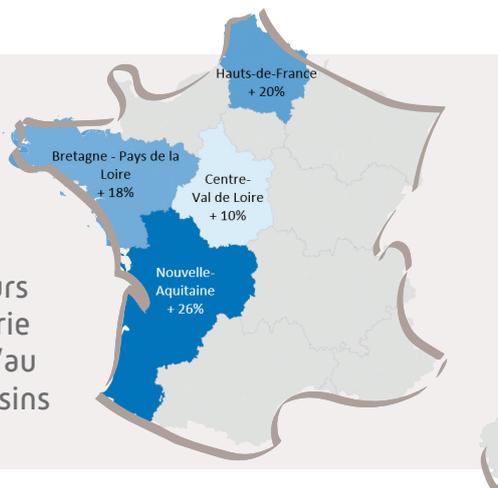
c'est la part représentée par les légumes d'industrie dans les surfaces irriguées en France

Source : Agreste - Recensement agricole 2020

D'autres leviers doivent être mis en place par la filière pour optimiser l'irrigation : semis décalés, choix de variétés plus économes en eau, adoption de matériel d'irrigation plus performant, utilisation d'outil de pilotage, modulation intra-parcellaire... Ces pistes de travail ont commencé à être étudiées en 2022 par Unilet et seront approfondies dans les prochaines années.

Évolution des besoins en eau des légumes d'industrie à horizon 2050

L'estimation des besoins futurs en eau des légumes d'industrie présage une augmentation d'au moins 10% dans tous les bassins de production.



LES LÉGUMIERS DE DEMAIN

NOTRE ENGAGEMENT

Préserver la ressource en eau

NOTRE OBJECTIF 2027

60 % des parcelles bénéficiant d'une utilisation raisonnée de l'eau



3 questions à ...

Jérôme Leclerc
Légumier

Président du comité technique
et administrateur au sein de l'OP ADPLC

Les légumes sont sensibles au stress hydrique en raison de leur cycle court de production, ce qui ne leur permet pas toujours de développer un système racinaire puissant qui pourrait les aider à mieux passer ces stress.

Pourquoi les légumes sont-ils particulièrement vulnérables au stress hydrique ?

Les légumes sont sensibles au stress hydrique en raison de leur cycle court de production qui se déroule essentiellement durant la période printemps-été où les amplitudes thermiques sont parfois importantes et les pluviométries plus faibles.

Les plantes sont souvent implantées de façon échelonnée pour répondre au besoin industriel dans des périodes pas toujours favorables sur le plan climatique. Leur cycle court ne leur permet pas toujours de développer un système racinaire puissant qui pourrait les aider à mieux passer ces stress.

De plus les variétés n'ont pas toujours été sélectionnées sur le critère rustique mais plutôt sur celui de la capacité à être transformées. Il s'agit parfois de "formule 1" qui doivent se développer sur un circuit favorable sans trop d'obstacles !

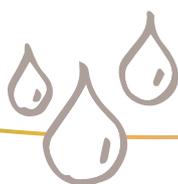
Quels sont les leviers mobilisables pour améliorer l'efficacité de l'eau dans les systèmes légumiers ?

Travailler sur les dates de semis, réfléchir à des techniques culturales différentes (non labour par exemple), piloter l'irrigation avec des sondes ou des outils d'aide à la décision, travailler sur la sélection génétique avec les semenciers.

Quels intérêts voyez-vous à travailler cet enjeu en collectif de filière ?

Il est intéressant de travailler ce sujet collectivement pour acquérir un maximum de références sur les besoins en eau et mieux appréhender les stades les plus sensibles de chaque culture ; identifier des pratiques ou des variétés permettant une meilleure efficacité des apports d'eau d'irrigation ; adapter le choix des variétés et les dates de semis en fonction des zones de production.

S'adapter



3 outils de pilotage à l'épreuve



Les producteurs de la filière ne sont pas tous familiers du pilotage de l'irrigation, et s'interrogent sur la capacité des cultures à tolérer un léger stress hydrique, pour contribuer à l'effort de sobriété. Dans un essai haricot sur la plateforme de Riec, nous avons comparé 5 régimes hydriques basés sur des outils et des seuils de pilotage différents à partir de la floraison. Si l'absence totale d'irrigation en septembre 2023 ou le déclenchement au tensiomètre [seuil de -300kPa] ne se sont pas traduits par une perte de tonnage brut, en revanche la qualité des gousses s'est vue modifiée, avec un taux d'extra-fins moindre. Au-delà de ce premier résultat qui confirme l'intérêt de l'irrigation de fin de cycle, l'OAD IrréLIS® a permis d'économiser un tour d'eau sans perte de production.

Les pois à l'épreuve des menaces climatiques

Après avoir identifié la vulnérabilité du pois de conserve au changement climatique à l'aide d'un groupe d'experts de la filière, Unilet a testé un des leviers d'adaptation identifiés lors de ces travaux : le décalage des dates de semis. Objectif : esquiver les périodes de stress hydrique et de canicule pendant la floraison et la fin de cycle du pois. Si en 2022-2023, les semis précoces ont permis de répondre à cet enjeu, ils ont néanmoins exposé la culture à d'autres menaces : froid, gel et maladies. L'essai est reconduit en 2023-2024 : 8 variétés de pois potager de toute la gamme de précocité et de tout type sont évaluées de manière à vérifier d'une part si les variétés tardives permettent de retarder l'initiation florale après les principales périodes de gel hivernal et de conserver une date de floraison relativement précoce pour échapper aux températures élevées et à la sécheresse et d'autre part si les garden peas, réputés plus robustes que les pois ridés démontrent une meilleure capacité de compensation en cas d'accidents climatiques.



PRÉSERVER LES MOYENS DE PRODUCTION ET L'ATTRACTIVITÉ DES CULTURES LÉGUMIÈRES

Unilet ...

agit pour redonner des perspectives de production plus sécurisantes aux producteurs. Aujourd'hui, l'attractivité des productions légumières est fragilisée par la réduction des moyens de protection des plantes et les coûts des intrants.

Solutions alternatives

Des moyens inédits consacrés à la recherche et au développement

75 substances participant à la protection des cultures sont menacées de retrait au niveau européen d'ici 5 ans. Toutes les cultures sont concernées, dont les 14 légumes d'Unilet. Les professionnels sont d'ores et déjà engagés dans une transition agro-écologique de leurs pratiques et le service technique travaille activement depuis de nombreuses années à prioriser ses travaux en fonction de ces menaces pour identifier des solutions alternatives, chimiques et non chimiques, opérationnelles. Il est désormais nécessaire d'amplifier les moyens consacrés à la recherche et au développement de solutions alternatives pour pouvoir face à un tel enjeu.

47 millions d'€ seront attribués en 2024 pour permettre aux exploitations, organisations de producteurs, ETA et CUMA



LES LÉGUMIERS DE DEMAIN

NOTRE ENGAGEMENT

Pérenniser la production légumière française destinée à l'industrie

NOTRE OBJECTIF 2027

Maintenir l'attractivité de nos productions pour les agriculteurs

Producteurs en OP en 2023 :
+ 5 % vs 2022
- 1 % vs 2021



+49

millions d'€ pour la recherche d'alternatives (PARSADA)

l'acquisition de matériels innovants (binneuses de précision, outils de désherbage ultra-localisé...).

Un budget sans précédent de 49 millions d'€ est mis en œuvre pour la R&D. Pour les fruits et légumes transformés, 6 priorités ont été définies : le désherbage, les chenilles phytophages, les pucerons, le sclerotinia, le mildiou et les mouches.

Le projet 1^{er} DECCLIC (Développer la Connaissance. Combiner et déployer pour mieux désherber les dicotylédones), coordonné par Unilet, a eu l'honneur de figurer parmi les 3 premiers projets retenus par l'État. Celui-ci rassemble les acteurs de la recherche publique (INRAE) et du développement (Chambre d'Agriculture du Loiret), les instituts (ARVALIS, Inov3PT, TERRES INOVIA), les interprofessions (SONITO et UNILET) et du secteur privé (FRANCOPIA). Doté d'un budget de près de 4 millions d'€ répartis sur 5 ans, il offre des moyens 10 fois supérieurs à ceux auparavant disponibles.



4 questions à ...

Christian Lannou
Directeur de recherche
à l'INRAE

J'ai découvert une petite filière organisée et motivée, qui subit déjà les retraits de substances actives, mais se refuse à baisser les bras

Quel a été votre rôle dans le Parsada ?

Auprès du Directeur Scientifique Agriculture de l'institut, je coordonne l'action d'INRAE pour répondre au PARSADA et assure l'interface avec le MASA et avec les Instituts Techniques Agricoles.

Quelle est votre vision des opportunités et menaces ?

Le PARSADA est un très bel outil de politique publique qui associe anticipation et co-construction, avec de gros moyens en soutien. Il faut que la recherche réponde présente auprès des filières face aux enjeux de court terme auxquels la profession agricole est confrontée. La science doit ici se mettre au service de l'innovation, acquérir et mobiliser rapidement des connaissances pour produire des solutions. Ce plan va ouvrir un nouvel âge de la protection des cultures.

Qu'est-ce que propose l'Inrae ?

Nous avons travaillé sur la base des plans d'action proposés par les filières et nous avons pu constater qu'à travers des attentes multiples que nous ne pouvons adresser une par une, se dessine une trame de besoins communs. J'ai donc incité les équipes INRAE à élaborer des projets interdisciplinaires autour de ces thématiques transversales et à aller se confronter au regard des instituts dans une optique de co-construction, car en dernier lieu ce sont le Ministère et les filières qui adopteront ces projets. Lorsque les collectifs n'existaient pas, comme pour la gestion des adventices, à la croisée de l'agronomie, des technologies du numérique et de la sociologie, j'ai organisé un séminaire de co-construction entre nos équipes et les instituts techniques.

Quelle est votre vision de la filière ?

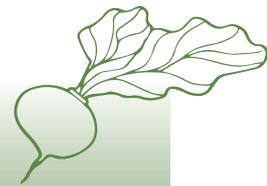
J'ai découvert une petite filière organisée et motivée, qui subit déjà les retraits de substances actives, mais se refuse à baisser les bras, et au contraire qui redouble d'efforts pour trouver des issues et engager la transition. Je crois que l'engagement contractuel qui unit depuis longtemps les producteurs et les transformateurs est plus qu'une simple relation économique et peut favoriser l'adoption rapide des solutions nouvelles issues des travaux qui seront financés par le PARSADA.



Réglementation phytosanitaire

Betterave potagère : une gestion plus adaptée des AMM

Tenant compte de ses faibles surfaces, le Ministère de l'Agriculture a fait évoluer le statut de ses usages phytosanitaires, désormais reconnus comme mineurs et rattachés à la betterave industrielle. Cette évolution permet aux firmes de demander des extensions d'AMM. Résultats : 2 AMM obtenues en 2022 et 7 autres déposées. Cette évolution répond aux positions portées par UNILET : permettre une réglementation plus juste et opérationnelle, sans amoindrir le niveau d'exigence vis-à-vis de la santé de l'homme et de l'environnement.



31/64

C'est le nombre
d'usages qui passent
d'un statut majeur
à mineur,
soit 2 fois moins
d'usages majeurs

ACCOMPAGNER LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE

Unilet ...

accompagne les acteurs pour mener leur transition agroécologique, en les aidant à concevoir des itinéraires techniques et en identifiant des solutions opérationnelles qui soient à la fois compétitives et durables, dans l'objectif de renforcer la résilience de la filière.

Agroéquipements



17

Essais conduits en désherbage innovant

Accélérer le transfert des innovations au service du désherbage des cultures légumières

UNILET multiplie les évaluations de matériels pour construire des itinéraires de gestion des adventices.

La localisation sur le rang représente une piste pour gérer l'enherbement. Différents dispositifs sont possibles, installés sur le semoir ou sur une rampe. Nos essais sur haricot ont montré qu'en réduisant de

moitié la surface traitée en prélevée, elle limite d'autant l'impact sur l'environnement, sans renoncer à l'efficacité.

En postlevée, la réduction des doses de bentazone constitue un enjeu déterminant pour la qualité de l'eau, et nous pousse à travailler le désherbinage avec une pulvérisation sur le rang en culture de haricot.

Il est possible d'aller encore plus loin grâce au développement de matériels de pulvérisation ciblée. Les applications de postlevée peuvent ainsi être localisées uniquement sur les adventices levées. Unilet a conduit des essais en 2023 avec l'outil ARA mis au point par la société Ecorobotix, en Hauts-de-France et en Bretagne, sur cultures de pois, épinard, haricot et oignon. Ils montrent un contrôle satisfaisant des adventices, identique à des applications en plein, tout en réduisant de 70 à 80 % la quantité pulvérisée.

L'utilisation d'un herbicide issu du biocontrôle, utilisable sur toutes les cultures, nécessite une application de précision pour préserver le potentiel de la culture.

Le besoin de démultiplier ces résultats sur un plus grand nombre de productions légumières dans des contextes pédoclimatiques variés, s'accompagne d'une réflexion plus structurée sur la reconception de la gestion de

l'enherbement sur l'ensemble de la rotation. Deux nouveaux programmes d'ampleurs ont été validés, MERLIN (Ecophyto) et 1^{er} DECCLIC (PARSADA), afin d'accélérer l'obtention de solutions alternatives opérationnelles. Il s'agira aussi d'intensifier les actions facilitant leur transfert, via les organisations de producteurs et services agro, pour permettre aux agriculteurs de maintenir leurs productions face aux retraits imminents.



LES LÉGUMIERS DE DEMAIN

NOTRE ENGAGEMENT

Soutenir une utilisation durable et mesurée des phytosanitaires

NOTRE OBJECTIF 2027

100% des parcelles cultivées avec au moins 1 solution alternative aux produits sanitaires issus de la chimie de synthèse

Jusqu'à

-75%

de réduction
d'herbicides sur les
parcelles d'oignons
en 2023 grâce
au désherbage
ultra-localisé





3 questions à ...

Baptiste Dumont
Légumier - producteur bio
dans les Hauts-de-France

Les techniques évoluent vite et le développement des traitements localisés ouvre de nouvelles perspectives

Comment gérez-vous le désherbage des cultures légumières en système bio ?

Nous sommes équipés d'outils de désherbage mécanique variés -herse étrille, houe rotative, bineuse, désherbeur thermique, robot- et restons à l'affût de toutes les nouvelles technologies. Nous employons aussi de la main d'œuvre car les épurations manuelles restent indispensables en bio pour répondre aux exigences industrielles et garder nos parcelles propres.

L'observation des cultures est quotidienne pour anticiper et organiser le travail. L'objectif est d'intervenir sur des adventices jeunes pour améliorer l'efficacité des outils et modérer leur agressivité sur la culture. La gestion de la rotation, l'alternance des semis de printemps et d'automne, le choix de variétés vigoureuses sont également des règles agronomiques de base.

Certaines pratiques bio vous paraissent-elles utilisables en conventionnel ?

Le faux-semis est une technique simple et efficace que beaucoup de producteurs peuvent mettre en œuvre. Le guidage GPS facilite aussi la pratique du binage de précision. Les techniques évoluent vite et le développement des traitements localisés ouvre de nouvelles perspectives pour le conventionnel : les quantités d'herbicides peuvent être réduites en combinant des applications sur le rang et du désherbage mécanique en inter-rang. À l'avenir, elles pourraient être remplacées par des destructions non chimiques d'adventices grâce à l'intelligence artificielle.

Quels sont les principaux freins à leur déploiement ?

Le bio nécessite de travailler en préventif et de se remettre en question en permanence. C'est aussi le cas pour la plupart des techniques alternatives.

La prise en charge du risque, et notamment des aléas météo, est un autre frein. L'évolution des pratiques n'est possible que si elle est sécurisée sur les plans technique et économique.



1/2

La moitié des surfaces de pois cultivées en 2023 avec des variétés résistantes au mildiou



Biocontrôle

Innover dans la protection contre les noctuelles

Dans la perspective de développer le biocontrôle pour la gestion des ravageurs, la technique de confusion sexuelle a été testée en haricot pour gérer les noctuelles foreuses dans le Sud-Ouest, à la demande d'une société qui propose une solution sur



Helicoverpa armigera. Dans un essai d'une surface de 10 ha, 2 modalités de diffusion ont été comparées. La confusion olfactive des papillons mâles a été effective, mais dans les conditions de pression extrêmement forte de l'été 2023, insuffisante pour réguler efficacement les pontes dans les zones concernées. L'utilisation de cette technique reste intéressante à étudier, en travaillant à des échelles adaptées, afin de réduire globalement la pression de lépidoptères sur les cultures attractives, avant d'utiliser d'autres moyens de protection.

PRODUIRE DES LÉGUMES RÉPONDANT AUX ATTENTES DES CONSOMMATEURS

Unilet ...

accompagne les professionnels pour répondre au développement de certains débouchés :

AB, Certification Environnementale, ZRP,...

Il s'agit d'expérimenter de nouvelles solutions et d'évaluer la faisabilité, pour les producteurs, de les adopter.

Désherbage mécanique

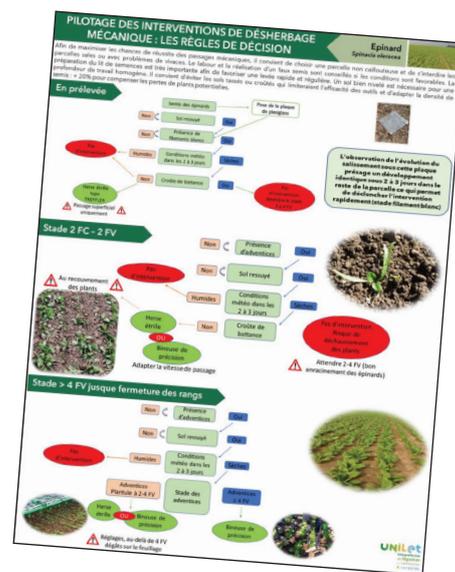


Après le pois et le haricot, Unilet initie les travaux sur le désherbage de l'épinard

En Agriculture Biologique encore plus qu'en conventionnel, la gestion des adventices est un enjeu prioritaire pour la production de légumes répondant au cahier des charges de la transformation. Après les essais de désherbage mécanique sur haricots et sur pois, Unilet a pu mettre ses compétences à l'épreuve sur une culture bien plus délicate : l'épinard. Moyennant les adaptations matérielles nécessaires, mais également des choix variétaux judicieux, l'exercice reste tout de même assez périlleux, car les fenêtres d'intervention limitées sur ces cultures à cycle court laissent peu de marges de manœuvre pour les interventions mécaniques, avec un risque de blessures et de déclassement des feuilles.

En 2023, les premières recommandations issues des essais en Bretagne et Hauts-de-France ont donné lieu à une fiche technique, qui permet d'approcher les critères et conditions à réunir pour maximiser les chances de réussite de ces itinéraires de désherbage en condition AB.

L'engagement d'Unilet dans ces essais, et plus globalement sur l'ensemble des techniques alternatives, témoigne de la volonté de la filière de fournir aux producteurs des solutions pratiques et efficaces, en accord avec les exigences de l'agriculture biologique. En poursuivant ces efforts, l'objectif est de contribuer à une production de légumes de haute qualité, en bio, en HVE et en conventionnel assurant ainsi la durabilité et la compétitivité de la filière.



Télécharger la fiche



15

c'est le nombre d'essais menés en agriculture biologique ou compatible





LES LÉGUMIERS DE DEMAIN

NOTRE ENGAGEMENT

Protéger la biodiversité & les écosystèmes

NOTRE OBJECTIF 2027

75% des exploitations engagées dans une démarche environnementale

73% en 2022



7%

c'est la part des surfaces légumières pour l'industrie cultivées en bio en 2023



3 questions à ...

Camille HASCOET
Chargée du programme
Agriculture Biologique



Les thématiques travaillées dans ce programme sont celles remontées par les producteurs

En quoi le service technique accompagne-t-il le développement de l'AB ?

La production des légumes cultivés pour l'industrie en Agriculture Biologique a doublé entre 2018 et 2022, occupant aujourd'hui 4 700 ha soit environ 7% des surfaces françaises pour un volume de plus de 40 000 tonnes récoltées. Pour la majorité des producteurs, le légume est une activité nouvelle qui permet de diversifier les assolements et qui offre d'intéressantes opportunités de contrats. Ces nouveaux producteurs ont fait remonter un besoin de connaissance et de formation pour réussir ces cultures techniques. Cela a nécessité aux équipes d'Unilet de faire évoluer ses références techniques aux exigences de l'AB, en échangeant sur le terrain, en mettant en place des essais observatoires, pour ensuite modifier les protocoles d'études. Pour inscrire cette thématique dans la durée, nous avons sollicité le soutien du CASDAR à travers le programme pluriannuel (2022-2027).

Quelles sont les thématiques travaillées dans le programme Mesclin ?

Les thématiques travaillées dans ce programme sont celles remontées par les producteurs avec notamment en tête des préoccupations de désherbage. La fertilité des sols est un autre point très important en agriculture biologique. Elle est ici travaillée juste avant implantation de la culture afin de pouvoir répondre aux exigences de cultures à cycle court, où une carence peut devenir très pénalisante. La dernière thématique est celle de la protection des cultures contre les maladies fongiques et les ravageurs, avec pour l'instant des travaux sur le botrytis ou la sclérotiniose, ou encore sur des dispositifs répulsifs de la mouche de la carotte.

Il reste encore beaucoup de possibilités d'études avec l'aspect variétal, la lutte biologique intégrée et plus généralement la combinaison des leviers dans une approche systémique.

Quelles sont les attentes vis-à-vis de ce projet ?

Le but est d'acquérir des références techniques diffusables auprès des producteurs pour les aider dans le pilotage des interventions tout au long de l'itinéraire cultural. Ces références viennent également nourrir les échanges auprès d'autres instituts techniques, conseillers AB, etc... ce qui permet de partager les expériences.

Ces travaux viennent aussi alimenter la boîte à outils des solutions alternatives disponibles dans une démarche de moindre recours aux intrants de synthèse.

SOUTENIR LA FILIÈRE ET RENFORCER LE DIALOGUE AVEC LES POUVOIRS PUBLICS

Unilet ...

dialogue avec les pouvoirs publics afin de nourrir des politiques plus adaptées et d'accompagner la filière sur la voie d'un progrès durable, en accord avec la société et les consommateurs.

Politiques publiques

Une reconnaissance inédite des filières Fruits et Légumes transformés

Dans un contexte marqué par des défis croissants et des évolutions réglementaires majeures, Unilet et l'ensemble des organisations réunies au sein d'ANIFELT ont su renforcer le dialogue avec les pouvoirs publics, atteignant un niveau d'échange sans précédent. Grâce à cette collaboration, nous avons pu contribuer efficacement aux dispositions des actions prévues dans le Plan de Souveraineté Fruits et Légumes (PSFL) et le Plan d'Anticipation des Retraits de Substances Actives au niveau européen et Développement des Alternatives (PAR-SADA). Ces efforts communs témoignent aussi de l'engagement de l'État à soutenir la filière et à promouvoir des pratiques agricoles durables et résilientes.

La réussite de ce dialogue repose également sur la clarté avec laquelle la filière exprime ses engagements et sa volonté de "faire sa part" face aux défis qui se présentent. En exposant de manière transparente ses actions et ses attentes, la filière a su obtenir une écoute attentive et



un renforcement significatif du soutien des pouvoirs publics. Cette qualité d'écoute témoigne de la prise de conscience des responsables politiques et de la société civile quant aux enjeux cruciaux rencontrés par les professionnels.

La capacité de la France à maintenir l'ensemble des productions légumières de plein champ, destinées aux conserves et surgelés, est en jeu à court terme.

Toutefois, cet enjeu rassemble un nombre croissant d'acteurs déterminés à nous ac-

compagner pour assurer la pérennité et la résilience de notre filière.

Les avancées réalisées grâce au PARSADA et au PSFL ont également favorisé un développement sans précédent des échanges et des collaborations au sein de notre filière et au-delà. Un réseau dynamique s'est développé, impliquant un éventail élargi d'acteurs. Il s'étend désormais aux autres productions et filières qui partagent nos rotations, ou les mêmes problématiques techniques, telles que les cultures spécialisées comme les pommes de terre, les légumineuses, les tomates, les plantes médicinales ainsi que les grandes cultures céréalières. Ces échanges sont tout à fait bénéfiques au partage de positions et à l'élaboration de stratégies de recherche optimisées et accélérées. À noter également, l'amorce de collaborations avec l'INRAE qui nourrit de grands espoirs pour accélérer l'élaboration de solutions alternatives opérationnelles pour les producteurs.

Nous restons mobilisés pour poursuivre sur cette lancée, en continuant à travailler en étroite collaboration avec tous les acteurs impliqués.



4 Millions d'€

montant du 1^{er} programme de recherche lauréat du PARSADA au bénéfice de 10 cultures légumières destinées aux conserves et surgelés et 10 autres cultures spécialisées

35 Millions d'€

ouvert à nos
productions légumières
pour accompagner
l'investissement
en agroéquipements
innovants
pour le 1^{er} guichet PSFL



Agroéquipements

Plan de souveraineté F&L : 35 millions pour l'agroéquipement

Dès 2023, 100 millions d'€ ont été mis au service des investissements innovants. Avec deux guichets pour nos productions de plein champ (35 millions d'€). Si la sélection des agroéquipements nous a semblé trop restrictive, au 23 février, 78 % de l'enveloppe était tout de même consommée.

En 2024, le renouvellement du processus a bénéficié de la concertation avec le ministère de l'Agriculture. Une liste plus exhaustive des besoins et répondant aux enjeux de la planification écologique en découlera (47 millions d'€, ouverture prévue en juin pour l'ensemble des filières végétales, puis 20 millions d'euros supplémentaires en juillet spécifiquement pour les filières fruits et légumes).

3 questions à ...



Eric Legras

Légumier Producteur - Président de l'OPL Vert



Le dialogue progresse indéniablement sur les questions agricoles, mais il ne faut pas oublier d'accompagner les outils de transformation.

De quelle façon le dialogue avec les pouvoirs publics a évolué ?

Ces dernières années, il y a une meilleure écoute. Nous avons nous-mêmes progressé dans l'acceptation des enjeux sanitaires et environnementaux, ce qui nous rend plus audibles. Les autorités sont plus préoccupées par notre capacité à maintenir les productions et à permettre à la France de défendre sa souveraineté alimentaire. Cette convergence facilite nos échanges.

Ressez-vous déjà un impact pour la filière ?

Il n'est pas évident de répondre à cette question. Les évolutions réglementaires fragilisent nos productions, malgré la légitimité de leurs motivations.

Nos productions saisonnières, à cycle court, sont aussi très exposées au changement climatique dans un contexte où la concurrence économique est rude. Le ressenti du professionnel est que la situation se dégrade, bien que le responsable reconnaisse également tout ce qui a été évité et ce qui ne s'est pas aggravé grâce aux efforts conjoints.

Identifiez-vous un « angle mort » dans les discussions et politiques actuelles ?

En tant que président d'OP, il me semble nécessaire que les politiques publiques se mobilisent davantage pour soutenir la modernisation de nos outils de transformation, car demain non plus, il n'y aura pas d'amont sans aval !



EXPLIQUER ET PROMOUVOIR LA FILIÈRE DU CHAMP À L'ASSIETTE

Unilet ...

développe la communication pour s'adresser à son écosystème. Ces actions ont pour but de sensibiliser sur les enjeux de la filière, de valoriser les dynamiques de progrès, et de mieux faire connaître les actions de l'interprofession.

Voyage de presse



À la découverte des Légumiers de demain : Une réalité déjà en marche



Dans le cadre de son programme de communication institutionnelle, Unilet a organisé un voyage de presse dans la région Bretagne en septembre 2023.

Lors de ce voyage de deux jours dans le Finistère, Unilet a proposé aux journalistes de découvrir comment les Légumiers de demain s'adaptent concrètement aux nouvelles attentes sociétales et aux nouveaux contextes de production.

Moment d'échanges privilégié avec les professionnels, ce déplacement sur le terrain, au cœur d'une importante zone de production légumière, a été ponctué de trois temps forts.

Ce fut l'occasion de visiter une plateforme d'expérimentation Unilet pour découvrir de nouvelles techniques agroécologiques de lutte contre l'enherbement et de pilotage de l'irrigation.

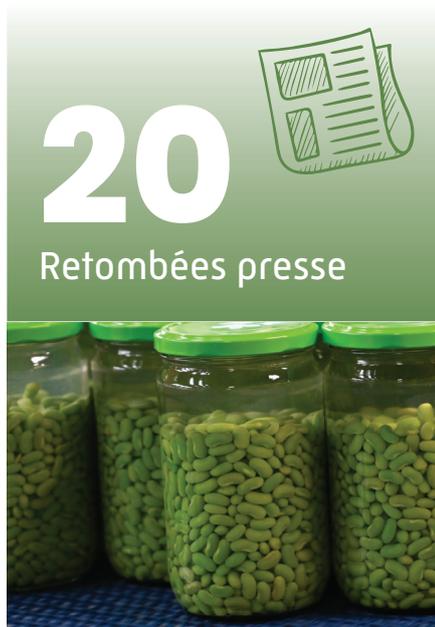
Il a également permis aux journalistes de découvrir les cultures légumières de plein champ en compagnie de producteurs (pratiques culturales, spécificités des productions, relations contractuelles, réduction de l'utilisation de pesticides).

Enfin, le voyage s'est terminé au cœur d'un site de transformation de légumes où les différentes étapes de mise en conserve ont

pu être montrées : préparation, lavage, traçabilité, contrôle, appertisation, etc. Sur le site, les équipes ont pu également faire la démonstration de leur engagement dans un économie circulaire notamment à travers les équipements innovants qui permettent une gestion durable des ressources en eau et des déchets.

Ce voyage a constitué ainsi un moyen de faire constater la façon dont les Légumiers de Demain s'attachent à s'adapter aux nouveaux enjeux auxquels la filière est confrontée.

Grâce à la participation de 16 journalistes issus de la presse nationale et régionale, cette action a généré plus de 20 articles et reportages, en grande majorité via des médias spécialisés agri-agro, et des publications dans la presse régionale.



20 Retombées presse





Communication digitale



15 000 visiteurs



1 600 abonnés



Abonnez-vous

Réseaux sociaux : une animation réussie

Unilet a soutenu des actions de communication et de pédagogie afin de relayer les actualités de la filière et valoriser les travaux de l'interprofession auprès des professionnels et du grand public.

Ces communications sont essentiellement diffusées sur les réseaux sociaux avec l'animation de ses comptes LinkedIn et X en vue d'améliorer sa visibilité et de créer une communauté autour des légumes en conserve et surgelés.

En 2023, le succès des actions digitales se confirme avec près de 120 publications postées et vues plus de 160 000 fois.

Des communications de plus en plus suivies, avec une communauté qui s'agrandit, le nombre d'abonnés a presque triplé entre 2022 et 2023 [1600 abonnés].

120

Publications
sur les réseaux
sociaux



La parole aux Légumiers

Unilet place la démarche des Légumiers de demain au cœur de sa communication digitale. Cette année encore l'interprofession a tourné et diffusé 11 nouveaux épisodes de sa websérie vidéo "La parole aux Légumiers" qui propose de laisser le micro aux Légumiers pour expliquer les enjeux de la filière et valoriser la démarche RSE.

Cette année, des parties prenantes externes ont également été interviewées.

Ces témoignages vidéo ont largement contribué à faire connaître la démarche et à valoriser l'engagement de la filière. Diffusées tout au long de l'année sur les réseaux, ces vidéos totalisent plus 30 000 vues.



AMÉLIORER LA CONNAISSANCE DES MARCHÉS ET DES CONSOMMATEURS

Unilet ...

collecte, analyse, et partage les données de la filière des légumes en conserve et surgelés. Elle produit également des études stratégiques et économiques pour éclairer les décisions des entreprises et des pouvoirs publics.

Statistiques



Création d'un observatoire économique des exploitations

Un nouvel observatoire des résultats économiques à la production a été lancé en décembre 2023 dans le cadre d'un partenariat entre Unilet et FranceAgriMer. Pour accompagner ce lancement, un comité de pilotage, composé de producteurs et salariés d'OP, a été mis en place pour ajuster les modalités méthodologiques de l'étude et ainsi être le plus fidèle aux réalités du terrain.

Cette nouvelle étude vise à mieux connaître la santé économique de cet atelier à travers une série d'indicateurs permettant notamment de mesurer la rentabilité dégagée par cet atelier à l'échelle nationale. La collecte des données ainsi que l'analyse sont réalisées par CERFRANCE.

La juste rémunération des acteurs : un des 10 engagements RSE

Un des enjeux majeurs de la démarche RSE est de promouvoir une croissance économique durable et partagée, pour permettre à chaque maillon de vivre dignement de son travail. Récemment, la filière des légumes destinés à l'industrie fait également face à une vraie inquiétude quant à l'attractivité de sa production compte tenu de la fragilisation des moyens de production ou de la concurrence d'autres cultures.

Ces facteurs accentuent les difficultés à convaincre les producteurs de maintenir leurs surfaces légumières.

Dans le cadre de sa démarche RSE, Les Légumiers de demain, la filière a pris formellement un engagement sur une juste rémunération des acteurs en se fixant comme objectif à l'amont que 75% des exploitations soient au-dessus d'un « seuil de rentabilité » en 2027.

Pour répondre à cette problématique de la juste rémunération des agriculteurs, un des premiers chantiers est de pouvoir évaluer la rémunération des acteurs et ses composantes afin de caractériser la rentabilité de l'activité légumes, et cela grâce à un indicateur partagé.

Ce nouvel observatoire permettra de suivre cet indicateur, en mesurant la proportion d'exploitations dont la marge nette complète de l'atelier légumes est supérieure à 0 (marge nette réduite du coût de la main d'œuvre non salariée et des capitaux propres).

La diffusion des résultats issus des exercices 2021 et 2022 sera réalisée courant 2024.

Devenir des exploitations légumières

20%

c'est la part des exploitants légumiers de plus de 60 ans qui n'ont pas trouvé de repreneur ou qui envisagent la disparition de leur exploitation

LES LÉGUMIERS DE DEMAIN

NOTRE ENGAGEMENT

Assurer une juste rémunération à tous les acteurs de la filière

NOTRE OBJECTIF 2027

75% des acteurs en mesure de se rémunérer au-delà du seuil de rentabilité minimal



Étiquetage

Comprendre l'influence du Nutri-Score chez les consommateurs



Le système d'étiquetage du Nutri-Score a été développé pour faciliter la compréhension des informations nutritionnelles. Ce dispositif a une double vocation : inciter les consommateurs à orienter leurs achats vers des produits plus sains et encourager les industriels à proposer des recettes au meilleur profil nutritionnel.

Dans le cadre de la démarche RSE Les Légumiers de demain, les professionnels de la filière se sont engagés à proposer des produits qui contribuent à une alimentation saine et équilibrée pour répondre à un enjeu de santé publique majeur : la nutrition. Faciliter la compréhension des qualités nutritionnelles de nos légumes est essentiel. Pour évaluer les qualités nutritionnelles des légumes en conserve et surgelés, le Nutri-Score a été retenu comme indicateur pertinent.

La filière s'est fixé comme objectif que 80% des produits proposés soient notés A ou B d'ici 2027.



LES LÉGUMIERS DE DEMAIN

NOTRE ENGAGEMENT

Contribuer à une alimentation saine & équilibrée

NOTRE OBJECTIF 2027

80% de produits consommés notés A ou B au Nutri-Score

98% en 2023



20%

c'est la part des achats de légumes en conserve et surgelés labelisés Fruits et légumes de France

Source : Circana pour Unilet 2023

Les données obtenues à partir du Panel Nielsen confirment les très bons scores des 2 technologies, avec 98 % de produits consommés notés A ou B au Nutri-Score.

Dans ce contexte, l'interprofession a souhaité compléter l'analyse avec une enquête auprès des consommateurs pour mieux comprendre l'influence de cet affichage nutritionnel dans leurs achats. L'étude a été réalisée par Nielsen IQ en décembre 2023 via un questionnaire en ligne auprès de presque 8900 foyers représentatifs de la population française.

Elle a mis en évidence que le Nutri-Score est une notion qui parle à tous les Français, 94% d'entre eux le connaissent. Lorsqu'ils font leurs courses, c'est un élément important pour les consommateurs mais il n'influence réellement les achats que de 39% des Français, quand le prix interpelle 86% d'entre eux. De même, un peu plus d'1/3 des Français affirment que le Nutri-Score influence leurs achats de légumes longue conservation.

Il joue donc un rôle intermédiaire pour l'achat de ces produits, moins impliquant que pour des achats de plats préparés. L'analyse révèle également que les foyers les plus sensibles au Nutri-Score ont un profil moins familial, sont plus aisés et sur-représentés en Île-de-France.

Ces études viennent conforter l'engagement de filière de faciliter la compréhension des qualités nutritionnelles des légumes

en conserve et surgelés, et donneront lieu à des communications en 2024 afin de valoriser les atouts nutritionnels de ces légumes auprès du grand public.

Valoriser l'origine France des produits



Pour répondre aux attentes des Français en matière de proximité et d'une meilleure information sur l'origine de leurs produits, la filière des légumes en conserve et surgelés s'appuie sur le logo « Fruits & Légumes de France ».

Depuis 2017, ce logo est utilisé pour permettre aux consommateurs de repérer facilement les légumes cultivés, récoltés, transformés et conditionnés en France.

Près de 30 marques et plus de 1 000 références de légumes en conserve et surgelés sont engagées dans cette démarche d'identification de l'origine.

En 2023, un peu plus d'1/4 des légumes en conserve et surgelés achetés sont porteurs du logo Fruits & Légumes de France.

7 français sur 10

accordent de l'importance aux marquages de l'origine et du local sur les produits



LES PARTENAIRES

Financiers



AGENCE DE L'EAU
ARTOIS-PICARDIE



AGENCE DE L'EAU
SEINE-NORMANDIE



AGPM
(Association Générale
des Producteurs de Maïs)



CASDAR
(Compte d'affectation
spéciale développement
agricole et rural)



CHAMBRE
D'AGRICULTURE
BRETAGNE



CHAMBRE
D'AGRICULTURE
HAUTS-DE-FRANCE



CHAMBRE
D'AGRICULTURE
NOUVELLE-AQUITAINE



FEADER
(Fonds Européen Agricole
pour le Développement Rural)



FIAC
(Fédération des Industries
Alimentaires Conservées)



FRANCE AGRIMER



OFFICE FRANÇAIS DE
LA BIODIVERSITÉ
ECOPHYTO



REGION BRETAGNE



REGION
HAUTS-DE-FRANCE



UOPLI
(Union des Organisations de
Producteurs de Légumes pour
l'Industrie Région Bretagne)

DANS LES PROGRAMMES :

AIDAB LEGUMES - ALTERCAROT - BSV - DESINE - GAROTOX - MINIPEST - ORION - PNDAR - RES'EAU



Associés



PROGRAMME RACAM :





FILIÈRE DES LÉGUMES EN CONSERVE ET SURGELÉS

LES LÉGUMIERS DE DEMAIN

La démarche de progrès durable de la filière
des légumes en conserve et surgelés

À propos d'Unilet :

UNILET est l'interprofession française des légumes en conserve et surgelés, membre de l'ANIFELT en tant que section spécialisée.

Elle rassemble les organisations de producteurs de légumes, représentés par l'AOP Cénaldi (association d'organisations de producteurs), et les industriels, représentés par le groupe légumes de la Fédération française des Industries d'Aliments Conservés.

L'interprofession accompagne la filière pour l'évolution durable et responsable de ses productions, le maintien de sa compétitivité et la valorisation de ses pratiques et produits. Elle est l'interlocutrice privilégiée des pouvoirs publics.



Paris

44, rue d'Alésia - TSA 21443
75158 PARIS Cedex 14

Tél : 01.53.91.45.45
contact@unilet.fr

Hauts-de-France

45, avenue Paul Claudel
80480 DURY

Tél : 03.22.45.41.09
dury@unilet.fr

Nouvelle-Aquitaine

Rue de l'Alliance
40160 YCHOUX

Tél : 05.58.82.82.85
ychoux@unilet.fr

Bretagne

6, rue Jean-Marie Le Gall - BP 35
29393 QUIMPERLE Cedex

Tél : 02.98.39.33.24
quimperle@unilet.fr

unilet
Interprofession
des légumes
en conserve
& surgelés